

Femmes 1968 : Premières voix du mouvement

lundi 9 juin 2008, par [HEINEN Jacqueline](#) (Date de rédaction antérieure : mai 1978).

Sommaire

- [La révolte des femmes du \(...\)](#)
- [Agressivité des premiers \(...\)](#)
- [Lutte pour le salaire égal en](#)
- [Un mouvement en devenir](#)

On sait le rôle de détonateur que joua la révolte étudiante dans le déclenchement de la grève générale en France. Une révolte, certes, qui n'eut pas le temps de se transformer en un mouvement social comparable aux mouvements étudiants allemand ou américain durant la même période. Mais une révolte, néanmoins, qui reprenait à son compte l'essentiel des mots d'ordre antiautoritaires surgis dans les campus de Berlin ou de Berkeley, au plus fort des mobilisations anti-guerre. La rentabilisation de l'éducation capitaliste, le rôle des média dans le bourrage de crâne, la culture de consommation, le gaspillage, la hiérarchie et l'anti-impérialisme étaient autant de thèmes et d'angles d'attaque qui formaient la trame de la révolte étudiante dans tous les pays capitalistes où elle s'exprima à la fin des années soixante.

Mai 1968, c'est le début d'une crise sociale qui remet en cause les valeurs traditionnelles et l'ordre bourgeois, une crise dans laquelle s'enracinent tous les mouvements sociaux qui se sont développés depuis lors. Mouvements dont les objectifs, l'insistance sur la « qualité de la vie », sont un défi à la collaboration de classe des organisations traditionnelles de la classe ouvrière. Depuis les mouvements s'attaquant à la fonction répressive des institutions bourgeoises que sont la famille, l'école ou la prison, jusqu'aux mouvements sur l'environnement et l'écologie, en passant par les mouvements de minorités nationales ou régionales, tous sont là pour faire la preuve que « l'intégration sociale » est un leurre dans un système capitaliste ébranlé par une crise économique sans précédent. De tous ces mouvements, le mouvement de libération des femmes est sans doute l'un des plus importants de par sa fonction : non seulement de faire sortir du silence et de l'oppression celles qui représentent une moitié de l'humanité, de leur permettre d'exprimer leur besoins spécifiques et leurs exigences, mais aussi de donner tout son sens à l'objectif d'unité de la classe ouvrière mis en avant par les révolutionnaires.

En France pourtant, la question de l'oppression spécifique des femmes ne fut pas posée. Même si quelques assemblées générales se tinrent à ce propos à la Sorbonne, même si quelques groupes de femmes naquirent dans la foulée de mai 1968, sous l'impact de la radicalisation des féministes américaines, il est cependant évident que cette préoccupation resta le fait de tout petits noyaux, très peu significatifs (au même titre que surgirent, dès cette époque, de petits « groupes de conscience » en Italie, en Suisse ou même en Espagne dans la même période).

Mais cela n'a rien à avoir avec la force de la prise de conscience féministe telle qu'elle s'exprima, dans les pays anglo-saxons que sont les États-Unis, le Canada ou la Grande-Bretagne, ou dans l'un des mouvements étudiants les plus importants en Europe : le SDS allemand.

La révolte des femmes du SDS allemand

« Nous ne pouvons résoudre individuellement l'oppression sociale des femmes. Nous ne pouvons pas non plus attendre que la révolution soit accomplie car une révolution uniquement économico-politique ne supprime pas le refoulement de la vie privée ; les pays socialistes l'ont abondamment prouvé. » (déclaration du Conseil d'Action pour la Libération de la Femme lors de la Conférence de délégués du SDS durant l'été 1968). C'était le premier moment d'une révolte. Les étudiantes berlinoises faisaient une constatation que beaucoup d'autres femmes devaient faire à leur suite : quels que soient les objectifs mis en avant (le refus de la hiérarchie, de la discipline, des valeurs individualistes préconisées par l'enseignement bourgeois), quelle que soit la détermination qui marquait les actions engagées par le mouvement étudiant contre l'impérialisme et l'ordre bourgeois, les rapports traditionnels entre hommes et femmes au sein du mouvement lui-même n'avaient guère changé.

« La séparation entre vie privée et vie publique rejette toujours la femme dans son isolement et elle doit assumer seule le conflit ainsi créé. La société l'a conditionnée dès l'âge tendre à vivre en fonction de la famille, et la famille, de son côté, dépend des rapports de production que nous combattons », affirmaient celles qui avaient commencé à se réunir « entre femmes » durant l'hiver et le printemps 1968 afin de réfléchir à leur situation propre. Soulignant que leur décision de travailler seules sur des problèmes qui n'étaient pas pris au sérieux n'avait, au départ, provoqué que des quolibets de la part des camarades masculins, elles ajoutaient : « Aujourd'hui, ils nous en veulent de nous être retirées ; ils cherchent à nous démontrer que nous avons des théories complètement fausses, ils cherchent à nous faire dire que nous prétendons que les femmes n'ont pas besoin des hommes pour leur libération : toutes niaiseries que nous n'avons jamais prononcées. (...) C'est précisément parce que nous pensons que l'émancipation n'est possible qu'au niveau de la société tout entière que nous sommes ici. »

Malgré les rebuffades et les découragements, leur présence à ce congrès marquait donc la volonté de jeter les bases d'un combat commun, quelles que soient les spécificités de la lutte qu'elles pensaient devoir mener de leur côté contre les réflexes sexistes marquant les rapports dans le mouvement étudiant. « Seules les femmes sont suffisamment "intéressées" pour battre en brèche la société patriarcale : elles sont les seules garants d'un changement radical de l'organisation. Pour y parvenir, un isolement provisoire est nécessaire. » Prudence donc sur la question de la non-mixité (dans un document rédigé deux mois plus tard, elles devaient préciser : « Notre retrait n'est que temporaire, il vise à nous mettre en mesure de nous définir enfin nous-mêmes, sans égard ni compromis »), mais détermination néanmoins. Leur rapport se terminait en effet par la menace suivante : « Camarades, si vous n'êtes pas prêts à cette discussion qui doit être de fond, alors nous devrons en effet constater que le SDS n'est qu'une lie contre-révolutionnaire. » Et l'oratrice d'ajouter : « Les camarades que je représente sauront en tirer les conséquences. » Ces lignes mettaient donc déjà l'accent sur les éléments essentiels qui fondent notre conviction quant à l'importance stratégique du mouvement autonome des femmes : la nécessité pour les femmes de prendre confiance dans leur capacité à s'exprimer, à prendre la parole ; le rôle de la famille et la lutte à mener contre la séparation traditionnelle entre vie privée et vie « publique » ; la bataille sans concession qu'il faut engager — y compris dans les rangs des organisations de gauche — contre les résistances face à la volonté d'émancipation dont les femmes commencent à faire preuve.

Ce qui ressort également de ces lignes, c'est l'approche marxiste qui sous-tend cette analyse. Et ceci n'est pas un hasard : les débats qui se déroulaient à « l'Université libre de Berlin » — bastion du SDS — pour quelque confus qu'ils aient été, traduisaient néanmoins la volonté d'une bonne partie des protagonistes de se réapproprier les fondements du marxisme et du léninisme. C'était vrai aussi pour les femmes du SDS. Leur souci de répondre d'abord aux besoins des femmes mères de famille,

de même que leur tentative — infructueuse — d'étendre à la population ouvrière l'expérience des crèches sauvages (les « kinderlaeden ») mises sur pied par une aile du mouvement étudiant berlinois, partageaient d'un point de vue de classe dans l'analyse de la situation des femmes les plus opprimées. L'abandon ultérieur, par une grande partie du mouvement, de tout point de vue marxiste ne s'explique que par une série de facteurs combinés.

Dans un pays dont les organisations traditionnelles sont dominées par l'influence prépondérante d'une social-démocratie aussi droitnière, et où le mouvement contestataire de la fin des années 1960 n'était pas parvenu à déboucher sur la constitution d'un pôle révolutionnaire crédible pour les masses ouvrières, il n'est guère étonnant qu'un nombre croissant de groupes femmes qui se sont constitués durant ces dernières années se soient coupés de la classe ouvrière, renonçant à prendre des initiatives qui auraient pu élargir leur champ d'action et leur impact sur des couches importantes de femmes prolétariennes. L'influence des théories séparatistes et la force du courant des radicales-féministes en Allemagne est à mettre en relation directe avec la résistance que les directions bureaucratiques du mouvement ouvrier ont opposé aux revendications féministes et avec le poids de la paix sociale en Allemagne. Mais à cela, il faut ajouter l'indifférence, pour ne pas dire l'hostilité que les féministes rencontrèrent au sein du mouvement étudiant et de l'ensemble des organisations d'extrême gauche, aussi bien face aux questions qu'elles posaient sur le plan théorique (notamment en ce qui concerne l'analyse de l'oppression spécifique des femmes en système capitaliste), que face à leur volonté de prendre leurs luttes en mains.

Agressivité des premiers groupes féministes américains

Au moment même où les étudiantes allemandes commençaient à aborder le problème de leur oppression — soit dans des groupes d'étude théorique, soit au travers d'actions concrètes comme le mouvement des crèches, de petits groupes féministes commencèrent à surgir dans tous les États-Unis. Certains d'entre eux utilisaient des méthodes d'action spectaculaires pour proclamer leur révolte contre la société (comme « *l'enterrement de la féminité* » à Washington à l'occasion d'une mobilisation antiguerre dès l'automne 1967, ou la tentative d'empêcher l'élection de Miss America l'année suivante). Mais l'essentiel du mouvement fonctionnait et se développa de manière quasi souterraine, au travers de petits « groupes de conscience » au sein desquels les femmes prenaient confiance en elles-mêmes, discutant des idées nouvelles et controversées qui commençaient à émerger. Ce mouvement presque invisible devait révéler son audience deux ans plus tard, avec la grève des femmes du 26 août 1970. Après une semaine d'agitation dans la plupart des villes, marquée par des manifestations, des occupations de locaux administratifs pour exiger des crèches et des actions collectives où les femmes brisaient des tasses sur la voie publique en signe de rébellion contre les patrons qui traitent leurs secrétaires comme des bonnes, près de 20 000 personnes défilaient dans la V^e Avenue aux cris de : « *avortement libre ; des crèches 24 heures sur 24 ! ; des chances égales en matière d'éducation et d'emploi !* »

C'était l'apogée de la phase spectaculaire du MLF américain. De leur côté, les textes initiaux du mouvement, la presse féministe qui se développa à une allure vertigineuse, rendaient compte d'une approche différente de celle des étudiantes allemandes dont la plupart avait subi l'influence du marxisme. Pourtant, les motifs qui avaient provoqué les premiers sursauts de révolte parmi les femmes du mouvement étudiant américain étaient identiques à ceux de leurs sœurs européennes : refus de continuer à être les éternelles « secondes », bonnes à taper les tracts et à les distribuer, volonté de prendre enfin la parole, etc.

Tout comme en Allemagne, il s'agissait au départ d'un mouvement marginal à la classe ouvrière et son seul développement numérique ne put suffire à briser le carcan du sexisme dominant dans les

organisations du mouvement ouvrier. Mais les idées du mouvement des femmes allaient pénétrer tous les pores de la société, impulsant la naissance de groupes de femmes dans les syndicats, les bureaux et les entreprises, ainsi que les premières organisations de femmes noires, chicanas ou portoricaines. Ce fut surtout après la dépression économique de 1974-75 que les couches de femmes les plus exploitées et les plus opprimées commencèrent à se radicaliser et à s'organiser entre elles à une échelle telle que leur poids commença à se faire sentir dans les organisations du mouvement ouvrier.

Lutte pour le salaire égal en Grande-Bretagne

L'un des premiers groupes femmes en Angleterre, c'est celui qui se forme pour soutenir la lutte des femmes de pêcheurs à Hull, au printemps 1968. Après la disparition de plusieurs bateaux quelques mois plus tôt, ces dernières se battaient pour une amélioration des conditions de travail et de sécurité pour les hommes qui partaient en mer. Devant l'hostilité et le mépris de la presse face à ces femmes en colère, le groupe décide de mener une bataille à long terme pour le respect des droits égaux.

En mai 1968, c'est la grève des ouvrières de Ford réclamant un salaire égal à celui des hommes. Dans cette grève, dont sortira une organisation syndicale pour le salaire égal et des droits égaux, la National Joint Action Campaign for Women's Equal Rights (NJACWER, Campagne d'action unitaire nationale pour l'égalité des droits des femmes), devait jouer un rôle déterminant dans la prise de conscience de nombreuses féministes anglaises. Elle permettait pour la première fois de poser publiquement la question des discriminations sexuelles. Certes, les groupes NJACWER n'eurent qu'une portée limitée dans la tentative de mobiliser aux côtés des travailleuses les étudiantes et les femmes des couches privilégiées qui commençaient à mettre en question leur place dans la société : la volonté de contrôle exprimée par la bureaucratie syndicale limita très vite l'activité de ces groupes et leur capacité d'initiative. Et les féministes en conçurent une solide méfiance vis-à-vis de l'autoritarisme des bureaucrates. Mais leur souci de ne pas se situer en marge des besoins de la masse des femmes — exprimé notamment par la revendication du salaire égal mis en avant par les travailleuses de Ford — allait déterminer le caractère du mouvement de femmes naissant en Grande-Bretagne. Composé pour l'essentiel, comme dans les autres pays, de femmes d'origine sociale privilégiée, d'étudiantes, d'intellectuelles et, dans une plus faible mesure, de travailleuses du tertiaire, ce mouvement réussira néanmoins plus vite que d'autres à impulser des campagnes touchant les intérêts des femmes prolétariennes (salaire égal, droits égaux, avortement, femmes battues, etc.) qui trouveront souvent un appui réel au sein du mouvement ouvrier.

La particularité de ce dernier du point de vue organisationnel — relative indépendance des syndicats de branches ou d'entreprises, multiplicité des structures syndicales — n'est pas un élément secondaire dans le fait que le mouvement des femmes ait réussi à gagner le soutien de telle ou telle branche à l'occasion d'un congrès. La situation politique et la remontée des luttes en Grande-Bretagne après 1968 explique aussi la moindre marginalité du mouvement des femmes par rapport à la classe ouvrière. Mais le rôle que joueront dès le départ les grèves des travailleuses et la capacité des révolutionnaires à s'inscrire dans les premiers débats du mouvement, à être partie prenante des premières initiatives, détermineront également l'évolution du mouvement des femmes anglais.

Un mouvement en devenir

Ces trois exemples permettent de mieux comprendre pourquoi le mouvement de libération des femmes en France mit plus de deux ans après mai 1968 avant de commencer à se structurer. La

généralisation de la crise sociale à l'échelle mondiale tend à donner un caractère universel aux facteurs objectifs, sur lesquels se fonde la radicalisation des femmes sous le capitalisme du troisième âge. Le pourcentage croissant des femmes salariées, l'élévation du niveau d'éducation, le développement des techniques de contraception et d'avortement, la mécanisation toujours plus grande dans le domaine du travail domestique sont autant d'éléments qui, à un degré ou à un autre, révèlent aux yeux des femmes les contradictions inhérentes à ce système de profit, le fossé existant entre les potentialités de développement social et la réalité quotidienne dans laquelle elles se trouvent enfermées.

Mais si la situation objective, en terme de chiffres et de statistiques apparaissait déjà comme très similaire à la fin des années 1960 dans la plupart des pays capitalistes avancés, cela n'en a pas moins déterminé des rythmes différents dans la prise de conscience des femmes concernées.

En France, les éléments qui ont joué un rôle de frein dans l'émergence du mouvement féministe sont à rechercher aussi bien dans la brièveté déjà évoquée de l'explosion étudiante, que dans le poids de l'Église catholique en ce qui concerne les mœurs, les relations entre individus (la femme étant perçue avant tout dans son rôle de mère et d'épouse), l'existence de lois limitant l'accès à la contraception, ou dans le contrôle sur la classe ouvrière par une bureaucratie stalinienne reproduisant en tous points l'idéologie dominante en ce qui concerne la famille et la place des femmes dans la société.

Ces divers facteurs, quoique de manière variable, sont également valables pour expliquer les décalages analogues — encore plus importants — qu'on a pu constater en Italie ou en Espagne et plus encore au Portugal ou en Grèce, la radicalisation n'a commencé à s'exprimer qu'une dizaine d'années plus tard. Sans parler de la plus faible proportion des femmes salariées et de celles qui ont accès aux études secondaires comparativement aux autres pays capitalistes avancés, la toute-puissance de l'Église catholique dans la vie civile, s'appuyant sur des décennies de dictature franquiste ou salazariste, ou la doctrine particulièrement rétrograde de l'Église orthodoxe, combinées à l'absence totale de remise en question de la soi-disant « infériorité » des femmes par les organisations ouvrières, expliquent qu'il ait été plus difficile aux étudiantes des pays d'Europe du sud de prendre conscience de leur oppression. Même si, comme en Allemagne ou aux États-Unis, leur situation privilégiée rendait plus évidente une série de contradictions liées au fossé existant entre leur éducation et leur avenir professionnel. Dix ans après mai 1968, l'impact idéologique des premiers mouvements de libération, amplifiés par l'accélération de la crise économique et sociale ont produit leurs effets : la radicalisation des femmes a cessé d'être un phénomène extérieur à la classe ouvrière. Des petits groupes initiaux d'étudiantes et d'intellectuelles se sont dégagés de véritables mouvements, dont la force et l'impact sur le mouvement ouvrier sont fonction directe du degré de la lutte de classe.

Dix ans après 1968, de plus en plus fréquemment, les femmes ont pris l'initiative de se réunir entre elles dans les organisations mixtes du mouvement ouvrier où elles militent afin de débattre de problèmes spécifiques et d'imposer un rapport de forces leur permettant de faire valoir leur point de vue. De plus en plus fréquemment, elles envoient des déléguées dans les coordinations locales ou nationales du mouvement où l'on débat d'initiatives centrales et des campagnes à impulser. Certes, le mouvement des femmes est loin de représenter une réalité homogène et les courants qui expriment un point de vue de classe en son sein sont encore loin d'arriver à le faire triompher. La politique des bureaucraties syndicales, qui alterne entre des déclarations démagogiques et des mesures visant à freiner l'expression de la volonté des femmes, n'a pas été sans dégoûter plus d'une militante, et les idées du courant féministe-radical faisant primer la lutte des sexes sur la lutte de classe ont fait des adeptes y compris parmi certaines franges de travailleuses.

Mais le mouvement des femmes est là. C'est un mouvement en devenir. Et l'un des facteurs

essentiels dans son évolution dépendra de la capacité des révolutionnaires à peser dans son développement, à faire que la lutte sans compromis pour défendre les besoins spécifiques de la masse des femmes soit intrinsèquement liée à une orientation de classe renforçant l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière.

Paris, mai 1978

P.-S.

* Article publié dans Inprecor en 1978 et republié dans le numéro 538 « spécial 1968-2008 », de mai 2008.